

## À l'approche de l'hiver, la bataille mondiale pour le GNL est engagée

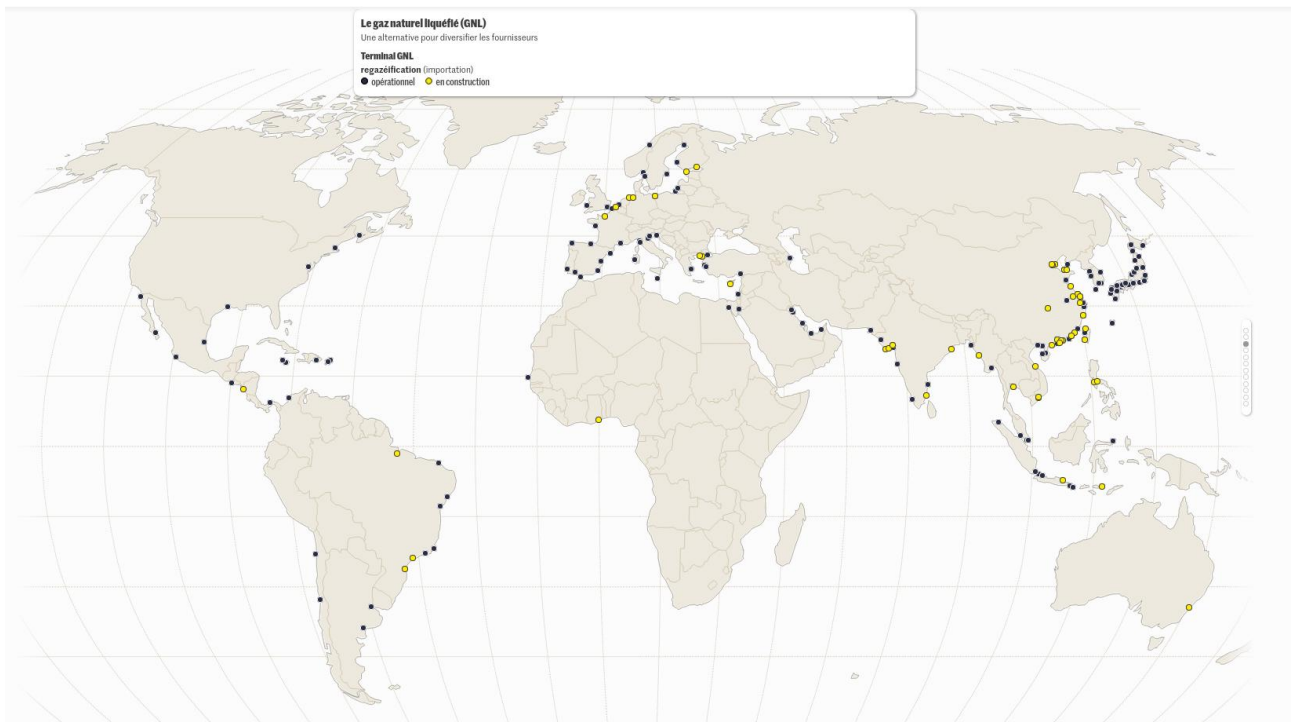
*Le Monde*, 18 septembre 2022

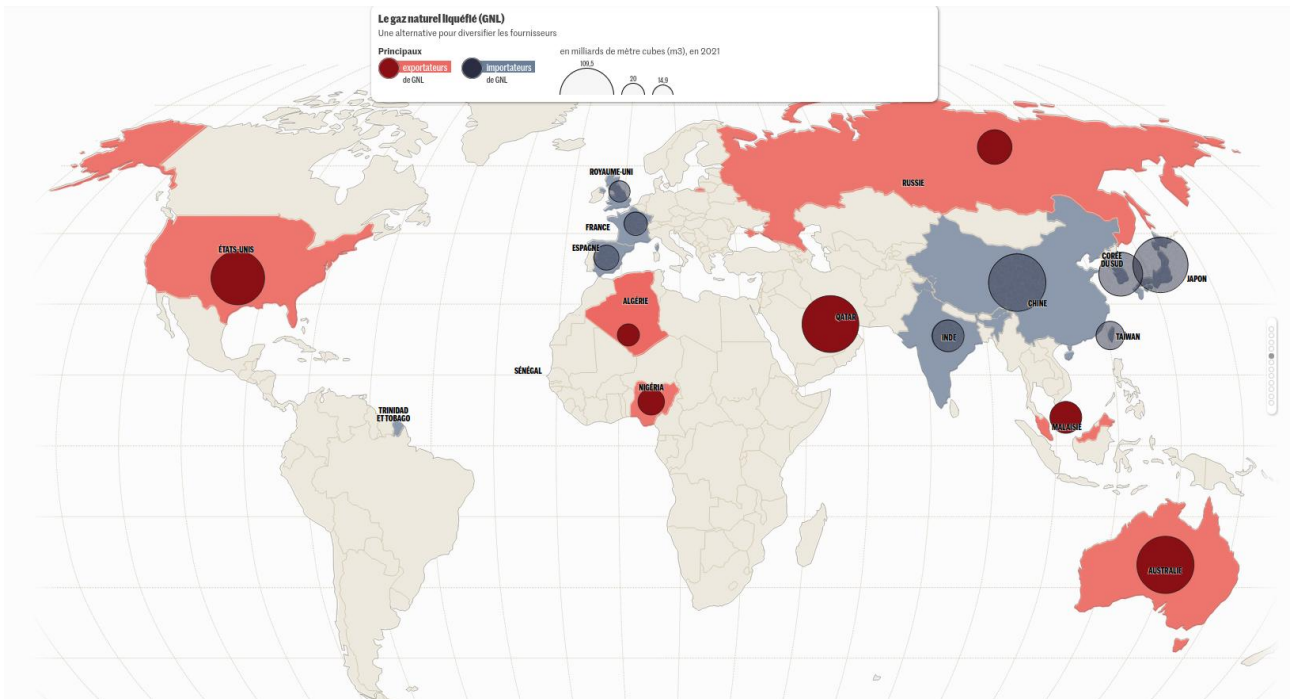
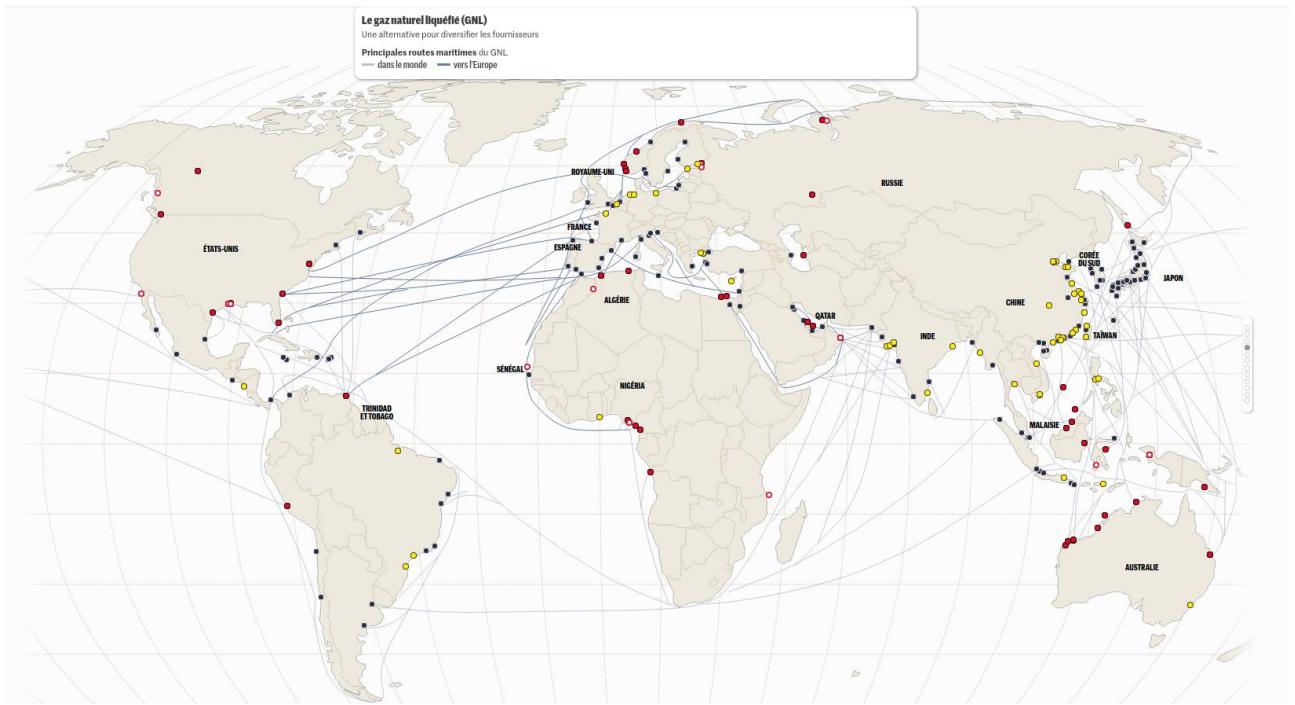
Le gaz naturel liquéfié transporté par bateaux permet à l'Europe de s'affranchir du gaz russe et pourrait l'aider à passer la saison froide. Devenue stratégique, la ressource est l'objet de toutes les convoitises.

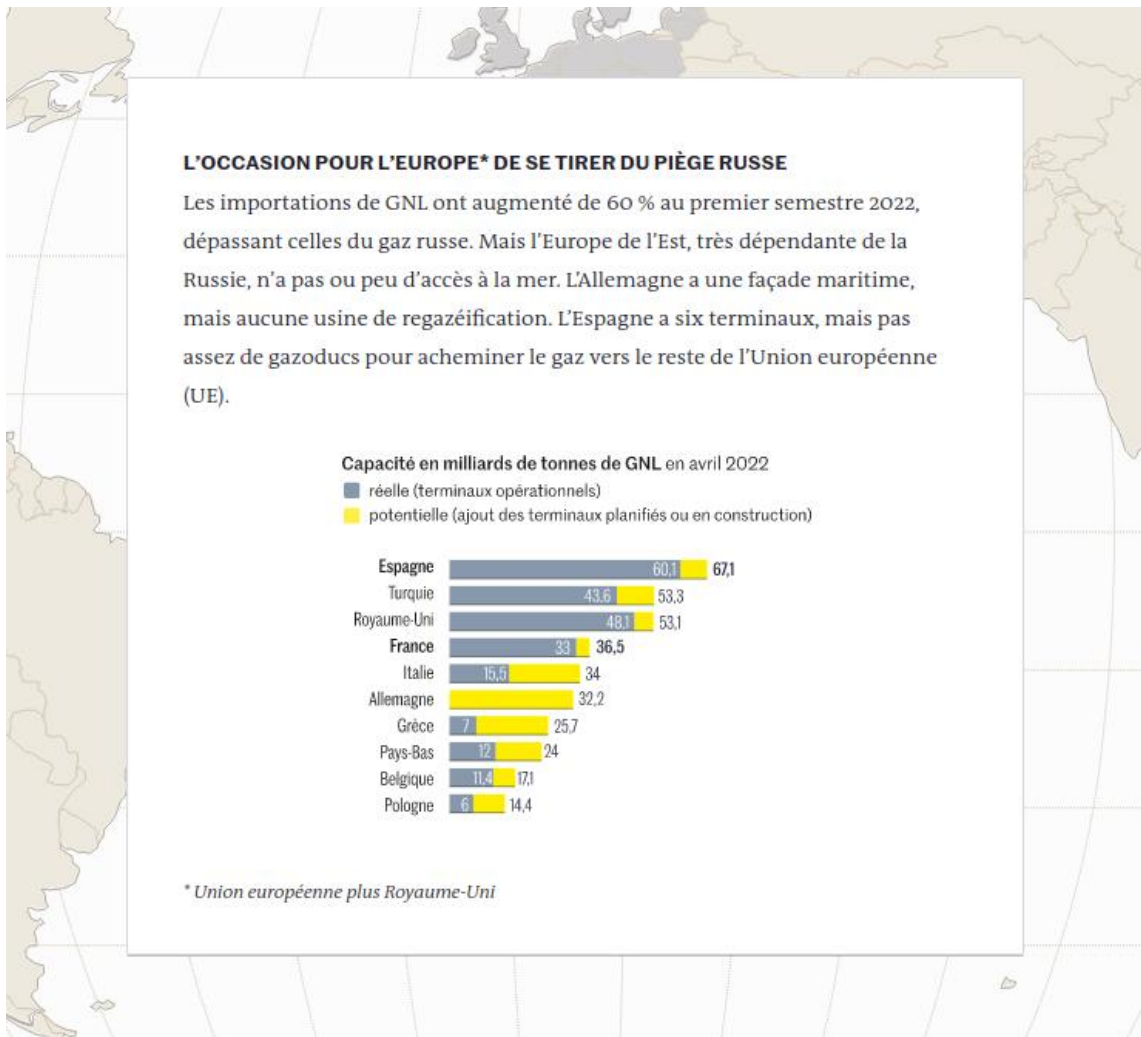
Depuis les débuts du conflit en Ukraine, le 24 février, ils se font plus visibles aux abords des côtes européennes. En chemin vers l'Asie, ces méthaniers, navires-usines, aux larges cuves réfrigérées, servant à transporter le gaz sur de longues distances, sont désormais souvent « reroutés » de l'Asie vers un Vieux Continent assoiffé de gaz, après que Moscou a cessé ses livraisons. Depuis les prémices de la guerre, l'Union européenne (UE) a accru de 60 % environ ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL), en provenance notamment des Etats-Unis.

Ce grand chambardement des flux de gaz illustre un fait : une bataille mondiale pour le GNL a commencé. « *Après le drame [nucléaire] de Fukushima [en 2011], déjà, le GNL avait permis d'amortir le choc* », raconte Thierry Bros, professeur à Sciences Po, expert en énergie. « *L'Europe avait alors envoyé ce gaz liquéfié vers le Japon et utilisé du gaz russe à la place* », rappelle-t-il. Aujourd'hui, revirement de l'histoire : « *Si l'Europe a pu reconstituer ses stocks de gaz aussi vite, c'est grâce au GNL qu'elle a détourné de l'Asie, et ce, en le payant au prix fort, quitte à provoquer des "black-out" dans d'autres pays, comme l'Inde et le Pakistan.* »









### La bonne aubaine pour l'Algérie

Premier exportateur africain de gaz, l'Algérie livre l'Europe par gazoduc. Mais depuis la crise diplomatique avec Rabat, fin 2021, Alger a coupé le pipeline qui transite par le Maroc. Le développement du gaz liquéfié permettrait à l'Algérie, quatrième fournisseur de l'UE en GNL, de ne plus dépendre de son voisin.

### La stratégie à long terme du Qatar

Deuxième exportateur mondial de GNL après l'Australie, l'émirat livre avant tout les pays asiatiques, dans le cadre de contrats de longue durée dans lesquels les acteurs européens ont longtemps refusé de s'engager.

### Le nouvel attrait de l'Afrique

Le potentiel gazier de l'Afrique intéresse les Européens, qui se heurtent à l'insécurité (piraterie dans le delta du Niger, attaques djihadistes au Mozambique et au Sahel) et à la concurrence : les livraisons de gaz des nouveaux gisements offshore du Sénégal (2,5 millions de tonnes de GNL par an fin 2023) sont largement préemptées par des clients asiatiques. L'Asie représente aujourd'hui 73 % de la demande mondiale de GNL.

Ce scénario est-il tenable sur le plus long terme ? A l'approche de l'hiver, les pays asiatiques, eux aussi, vont avoir besoin de reconstituer leurs stocks, ce qui ne devrait pas manquer d'exacerber la compétition internationale. La Corée du Sud, où la législation oblige au remplissage des stocks à 90 % d'ici à la fin octobre, va devoir importer davantage. De son côté, le Japon, très prévoyant, les a déjà remplis au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Mais qu'en sera-t-il de la Chine ?

« *C'est la grande inconnue, souligne Vincent Demoury, délégué général du Groupe international des importateurs de GNL, tout dépendra de la météo, de si l'hiver est doux ou pas, et de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'activité industrielle.* » Mais aussi de la relance de ses centrales à charbon. « *Il n'est pas exclu, si les prix l'avantagent, que Pékin décide de continuer à faire tourner ses centrales à charbon tout en se fournissant en gaz depuis l'Asie centrale et la Russie, comme elle l'a fait ces derniers mois* », poursuit ce spécialiste.

Car, si les Etats-Unis exportent davantage leur gaz, issu majoritairement du schiste, la vraie gagnante dans cette crise reste sans conteste la Chine, qui revend à l'Europe une part de ses cargaisons de GNL, achetées sur des contrats de long terme, à des prix stratosphériques. Confortable, cette source d'approvisionnement qui permet de s'affranchir de la contrainte russe – et des tuyaux – donne déjà des ailes aux Européens. En témoignent les projets d'infrastructures dont l'UE est en train de se doter. Et ce, en dépit du risque de s'enfermer dans une stratégie coûteuse sur le plan climatique.

Car liquéfier le gaz, puis le transporter, réclame plus d'énergie, et produit donc plus d'émissions de CO<sub>2</sub> que de le transporter par pipeline. Ce GNL est aussi souvent issu de gaz de schiste, dont l'extraction, alerte Alain Grandjean, associé fondateur du cabinet de conseil Carbone 4, « *génère entre 1,5 et 4 fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que l'extraction du gaz conventionnel* ». Rien qu'en Allemagne – pays qui avait jusqu'alors tout misé sur les importations par gazoducs –, six projets de terminaux gaziers flottants sont prévus. L'Espagne, elle, compte pas moins de six terminaux d'importation de GNL, tandis qu'un septième, en hibernation, devrait être remis en fonctionnement à Gijon (Asturies).

De son côté, la France, qui en détient déjà quatre, est en passe d'en mettre un cinquième en service, au Havre (Seine-Maritime), en 2023. Le bras de fer gazier avec la Russie confère désormais au GNL un rôle futur de premier plan dans le cadre de la solidarité européenne.